



ETAT DE FRIBOURG  
STAAT FREIBURG

Conseil d'Etat CE  
Staatsrat SR

Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

T +41 26 305 10 40, F +41 26 305 10 48  
www.fr.ch/ce

Conseil d'Etat  
Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche  
et à l'innovation (SEFRI)  
Madame Magda Spycher  
Einsteinstrasse 2  
3003 Berne

*Fribourg, le 25 août 2015*

## **Loi fédérale sur l'Agence suisse pour l'encouragement de l'innovation (loi relative à Innosuisse, LASEI)**

Madame,

Nous nous référons à la consultation mentionnée sous rubrique et avons l'avantage de vous communiquer ci-après notre prise de position.

### **Aspects généraux**

De manière générale, le gouvernement fribourgeois soutient le projet de loi qui vise essentiellement à créer une nouvelle structure dédiée au soutien à l'innovation au niveau national et lui donner une gouvernance dynamique, transparente et flexible dans ses engagements. Etant donné l'importance de l'innovation dans la stratégie économique de notre pays, on ne peut que saluer cette évolution et soutenir à la fois le principe de création de la nouvelle structure Innosuisse, de même que les principes généraux de gouvernance proposés.

Nous constatons également que, en comparaison avec la mission actuelle de CTI, vouée à disparaître pour être remplacée par la nouvelle structure Innosuisse, la nouvelle loi propose peu de changements, mais se concentre sur les aspects de structure et de gouvernance.

Les changements proposés au niveau de la mission et du fonctionnement, que nous saluons, concernent notamment :

- > Le nouvel instrument de soutien de la relève scientifique par le biais de bourses ;
- > L'amélioration de la transparence dans la nomination des experts et l'adoption du principe de milice pour ceux-ci.

Par contre, le projet de loi confirme les modes de fonctionnement qui étaient propres à la CTI, comme le financement exclusif de structures académiques dans le cadre de leur collaboration avec l'industrie.

La **mission d'Innosuisse**, comme celle de l'actuelle CTI, place les hautes écoles au centre de la politique d'innovation, notamment par leur participation obligatoire aux projets d'innovation et le rôle exclusif qui leur est accordé dans le financement des projets. Dans d'autres pays concurrents en matière d'innovation, la tendance actuelle est de focaliser plus sur le rôle de l'entreprise dans le processus d'innovation, reconnaissant que la finalité du processus d'innovation est bien la création de valeur économique au travers de nouveaux produits. Sur ce plan, la mission donnée par la nouvelle LASEI à Innosuisse ne montre pas de tendance nouvelle. Il conviendrait de s'assurer que l'évolution des pratiques dans les pays concurrents soit suivie de manière attentive.

Enfin, l'intégration et la coordination entre les activités de Innosuisse et celles des structures cantonales et régionales dédiées à l'innovation ne sont pas abordés, alors que c'est l'un des points qui a montré par le passé des inefficacités ou des redondances dans l'action de la CTI.

## **Aspects spécifiques**

### **Section 1 – Agence et buts**

Les aspects de coordination avec les structures cantonales et intercantionales dédiées au soutien à l'innovation mériteraient d'être précisés et ne sont actuellement pas satisfaisants. Les actions de coaching aux entreprises technologiques développées par la CTI, sous la tutelle du SEFRI, ont manqué jusqu'ici singulièrement de coordination avec les actions de coaching mises en place dans le cadre des projets intercantonaux financés par la NPR sous le contrôle du SECO. Au moment de définir la mission du nouvel organisme Innosuisse, il serait judicieux d'inscrire dans sa mission légale cette nécessité de coordination, dans l'intérêt d'une efficacité globale au niveau national. Nous proposons de compléter le projet de loi de la manière suivante :

Art. 1 al. 3 :

*« Elle est indépendante dans le choix de ses décisions en matière d'encouragement **mais collabore étroitement avec les acteurs fédéraux, régionaux et cantonaux de l'innovation en Suisse, préalablement identifiés et reconnus.** »*

Art. 3 al. 4 :

Elle encourage, dans son domaine de compétence, l'information sur les programmes **cantonaux, intercantonaux**, nationaux et internationaux ainsi que le dépôt de requêtes.

## Section 2 – Tâches et collaboration

Il convient de saluer les nouvelles possibilités de **collaboration à l'international** permises par la personnalité juridique de l'Agence et le nouveau soutien à la relève dans le domaine de l'innovation au travers de **l'octroi de bourses**.

Ce nouvel instrument d'octroi de bourses nous semble particulièrement pertinent. Il correspond à une demande réelle et clairement formulée de la part d'entreprises fribourgeoises. C'est un nouveau moyen important pour encourager, dans le cadre de projets concrets de développement, un transfert de connaissances entre les hautes écoles et les entreprises industrielles. Ce point est particulièrement important dans la stratégie d'innovation des HES.

Concernant le nouveau concept de **mentoring et coaching** de jeunes entrepreneurs, nous avons pris note que ce dernier ne prévoit plus l'attribution de mentors et coaches prédéterminés, comme ce fut le cas jusqu'à présent. Il se limitera dorénavant au versement de contributions directement aux jeunes entrepreneurs pour les frais de prestataires de services qui seront qualifiés dans une procédure de sélection fixée par l'Agence. Cette nouveauté aura certes l'avantage d'offrir aux entrepreneurs une certaine latitude dans le choix du coach ou du mentor, mais suppose une gestion efficace de la liste des coaches et mentors qui soit transparente, actualisée et qu'elle contienne suffisamment d'information sur les expériences et références de chaque coach accrédité. La procédure de nomination et de constitution du pool d'experts devra être transparente et permettre d'assurer la juste représentation des régions linguistiques, des types de hautes écoles et des différents domaines d'encouragement. Elle devra inclure la possibilité de poser sa candidature au pool d'expert.

Dans cette optique, le mode de fonctionnement actuel de la plateforme pour l'innovation d'affaires de Suisse occidentale (platinn), qui offre également des prestations de coaching, pourrait servir de modèle de référence et offrir des synergies et des opportunités de collaboration.

## Section 3 – Organisation

La nouvelle organisation proposée est globalement soutenue. Nous saluons notamment le fait que le conseil d'administration soit composé d'un **nombre restreint de membres**, facilitant la prise de décision rapide et fluidifiant la gestion générale de l'agence.

Il est pris acte de la limitation du conseil de l'innovation à 25 membres, ainsi que des possibilités de recours à des experts dans l'évaluation des projets. Cette condition est utile pour assurer une expertise adéquate de projets qui montrent de grandes spécificités et diversités. En outre, la possibilité de création de domaines d'encouragement au sein du conseil, doté de droits de décision, est soutenue.

Nous apprécions la représentation équilibrée des langues nationales et des genres dans les conseils. Une palette de compétences large et les qualifications disciplinaires variées doivent évidemment primer toutes autres considérations. Finalement, les régions linguistiques, ainsi que leurs traditions propres en matière de structures de recherche et d'innovation, doivent être prises en considération. »

## Section 5 – Financement et budget

Le principe d'indépendance financière qui vient accompagner le nouveau statut de l'agence, ainsi que la détermination d'un plafond des dépenses pour le financement de ses activités et la possibilité de constituer des réserves, est salué et soutenu.

A l'art. 14 « Fonds de tiers », il paraît nécessaire de préciser ce qui est entendu par ces fonds, et que les donations doivent être libres de toute contrainte

## Section 6 – Ordonnance sur les contributions ; restitution en cas d'exploitation commerciale et participation au bénéfice

L'art. 21 prévoit que le conseil d'administration établisse l'ordonnance sur les contributions. Nous pensons que le conseil d'administration doit également déterminer la procédure de traitement des demandes d'encouragement (critères d'évaluation et obligation de motiver dûment les motifs de refus d'une demande). Dans une perspective d'équité et de qualité scientifique, il est en effet primordial que les critères d'évaluation et les motifs de refus soient transparents et clairement énoncés.

Les conditions de participation des partenaires chargés de la mise en valeur devraient être révisées. La **limite de 50%** devrait en particulier être assouplie, de manière à permettre une plus grande diversité de projets d'innovation et de partenaires.

Cette ordonnance, qui devrait préciser des éléments essentiels à l'ensemble du dispositif d'encouragement à l'innovation, devrait faire l'objet d'une consultation auprès des cantons et des hautes écoles avant son édicton par le Conseil d'administration.

Les dispositions prévues à l'art. 22 « **Restitution en cas d'exploitation commerciale et participation au bénéfice** » semblent difficilement conciliables avec une politique d'encouragement à l'innovation. Le but d'une telle politique de l'innovation étant précisément de générer des activités commerciales par le biais de nouveaux produits, elle implique de fait l'objectif de créer de la valeur économique au travers du dégagement de bénéfices et cette situation ne devrait pas être considérée comme une exception, mais comme un objectif. Les financements d'Innosuisse étant par ailleurs accordés exclusivement au partenaire académique, cette disposition ne fait pas de sens pour les raisons suivantes :

- > il n'appartient pas à la haute école de rembourser les fonds obtenus en cas d'exploitation commerciale par l'entreprise d'un projet soutenu
- > l'entreprise ayant déjà financé la totalité de sa part de recherche et développement liée au projet soutenu, il apparaît délicat de requérir auprès de celle-ci la restitution des fonds ou une participation sur le bénéfice en lien avec l'exploitation commerciale d'un projet pour lequel elle n'a pas obtenu de subvention directe.

Nous demandons par conséquent l'abrogation de ce projet d'article 22.

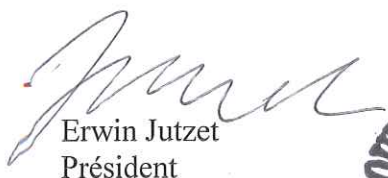
## Article 25

Nous proposons de supprimer cette disposition, dont la mise en application risque de détourner Innosuisse de sa mission principale qui consiste à encourager l'innovation alors que ses ressources en personnel ne sont pas illimitées.

Par ailleurs d'autres acteurs en Suisse, tant publics que privés, proposent déjà de telles prestations consistant à évaluer des projets. Dans un esprit de subsidiarité, il ne nous semble donc pas opportun de répliquer de telles fonctions assurées par le marché.

Nous vous remercions de nous avoir consultés et vous prions de croire, Madame, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

**Au nom du Conseil d'Etat :**

  
Erwin Jutzet  
Président





Danielle Gagnaux-Morel  
Chancelière d'Etat